

ENTREVUE

# LA SCIENCE EN APPUI AUX MOUVEMENTS CITOYENS

Avec Lucie Sauvé\* du Collectif scientifique sur les enjeux énergétiques au Québec  
Propos recueillis par Yannick Delbecque ◀

Recourir à la science dans les débats politiques peut être difficile. Les membres du Collectif scientifique sur les enjeux énergétiques au Québec aident les groupes citoyens qui ne peuvent pas faire appel aux scientifiques aussi facilement que les entreprises ou que le gouvernement lui-même.

## À bâbord!: Quel rôle social joue le Collectif scientifique sur les enjeux énergétiques?

**Lucie Sauvé :** Notre collectif s'est donné pour mission d'exercer une vigile critique sur les questions énergétiques au Québec, de produire des synthèses des savoirs scientifiques et de contribuer ainsi à clarifier les enjeux et à enrichir les débats sociaux. Nos membres exercent une constante recension d'écrits et rendent l'information scientifique accessible. Ils et elles participent aux consultations publiques, produisent des mémoires, publient des articles et des commentaires, et organisent des cycles de conférences ouvertes au grand public qui sont l'occasion d'examiner la situation énergétique sous ses divers aspects et de proposer des solutions responsables aux plans écologique, économique, sanitaire et intergénérationnel.

Le Collectif a pris forme en 2011, au moment où commençait à se déployer l'industrie du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent. Un vaste mouvement citoyen s'est alors mis à la recherche d'informations et d'arguments scientifiques, puisque ceux-ci sont particulièrement valorisés par les décideurs. Il nous est alors paru inconcevable – tant d'un point de vue éthique que stratégique – que notre communauté scientifique ne se mobilise pas autour de ce projet qui allait déterminer à long terme les choix énergétiques du Québec et affecter irréversiblement le territoire de la vallée du Saint-Laurent.

C'est d'abord un noyau de collègues de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM qui s'est réuni autour d'un projet de collectif engagé. Rapidement, plus de 125 autres collègues de divers milieux d'enseignement supérieur et de recherche nous ont rejoints. Dans une perspective systémique, le Collectif a élargi sa veille critique à la question des hydrocarbures en général, et plus globalement à l'ensemble des enjeux énergétiques.

Le Collectif s'est plus récemment investi dans le débat autour du projet de GNL Québec (Énergie Saguenay et Gazoduc). Certain·e·s de ses membres ont joué un rôle majeur au sein de la mobilisation citoyenne, assurant un pont de communication et de concertation entre le Collectif, les groupes environnementaux et les organisations locales mobilisées contre le projet.

## À B!: Comment est organisé le travail du collectif?

**L. S. :** Le Collectif est une organisation informelle qui ne bénéficie d'aucun support financier; il s'agit d'un acteur social indépendant. Il réunit des scientifiques de différents horizons disciplinaires, en sciences biophysiques comme en sciences sociales et humaines, dont les expertises complémentaires sont mobilisées en fonction des questions traitées. Un comité de coordination pilote les activités. La recherche et la rédaction des articles, des mémoires et des communiqués, signés au nom du Collectif ou par un sous-groupe de celui-ci, sont menées de façon collaborative. Les idées sont discutées, confrontées, validées et enrichies. La qualité des travaux du Collectif est justement liée au fait qu'ils sont le fruit d'un travail collectif, interdisciplinaire et indépendant.

## À B!: Est-ce qu'au Québec on cherche à faire taire les scientifiques qui prennent position au sujet de certains enjeux?

**L. S. :** Les alliances (tacites ou non) entre certains promoteurs et les décideurs publics sont certes à l'origine de diverses tentatives de bâillon. En témoignent certains cas plus médiatisés comme ceux de l'agronome Louis Robert, de la chercheuse Marie-Ève Maillé (concernant un projet de développement éolien) ou d'Alain Deneault (pour son ouvrage *Noir Canada*). Par ailleurs, le modèle partenarial de financement de la recherche, désormais favorisé, risque fort d'instaurer une forme de bâillon systémique – qui semble d'ailleurs « internalisé » par certain·e·s universitaires invité·e·s à prendre la parole dans les médias.

On peut déplorer à cet effet que la contribution des scientifiques indépendant·e·s des pouvoirs politique et économique ne soit pas suffisamment sollicitée et prise en compte. Malheureusement, les lobbyistes de l'industrie ont davantage d'« entrées » auprès des décideurs, leur pouvoir d'influence ayant une assise légale. On peut enfin déplorer que certaines dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* font en sorte qu'obtenir de l'information d'intérêt public prend trop souvent la forme d'un parcours du combattant.